

RCS : ALBI
Code greffe : 8101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ALBI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00657
Numéro SIREN : 891 941 346
Nom ou dénomination : PBI

Ce dépôt a été enregistré le 01/02/2022 sous le numéro de dépôt 366

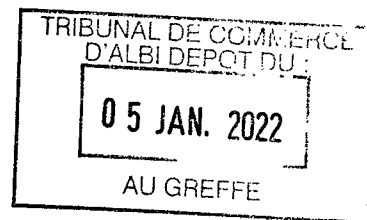
PBI

Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €

Siège social : 6 rue des Noyers

81150 ROUFFIAC

RCS ALBI 891 941 346



PROCES-VERBAL DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

DU 23 DECEMBRE 2021

Augmentation du capital social par apport en nature

Transfert du siège social

Modification des statuts

Pouvoirs

L'an deux mille vingt-et-un,
Le vingt-trois décembre, à 10 heures 30,

Monsieur Pascal BOYER

Domicilié à ALBI (81000), 108 CHEMIN DE PINERATO, en sa qualité :

- D'Actionnaire unique de la SAS PBI ci-dessus désignée,
- De Président,

Après avoir :

- déposé sur le bureau de l'Assemblée :
 - les statuts de la société,
 - la situation comptable de la SARL PBD arrêtée au 31.03.2021, au 30.09.2021,
 - la décision de nomination de Commissaire aux Apports en date du 10.11.2021,
 - le contrat d'apport des parts sociales détenues par Monsieur Pascal BOYER dans le capital social de la SARL PBD, en date du 10.11.2021,
 - le rapport du Commissaire aux Apports, Jean-François RICHARD en date du 9.12.2021,
 - le récépissé de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce d'ALBI, en date du 13.12.2021,
 - le texte des décisions proposées.
- déclaré que ces documents ont été tenus à la disposition de l'Actionnaire unique depuis la fixation de la date de la prise de décision, ce dont l'Actionnaire unique lui donne acte.
- rappelé que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- *Lecture du rapport du Président,*
- *Approbation de l'apport en nature consenti à la société, de son évaluation et de sa rémunération,*
- *Augmentation du capital social par voie d'apport en nature,*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social de la société,*
- *Transfert du siège social,*
- *Modification des statuts en leurs articles 4, 6 et 7,*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

* * *

- donné lecture du rapport du Président, du contrat d'apport et du rapport du Commissaire aux Apports.

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION – APPROBATION DE L'APPORT EN NATURE PORTANT SUR LES 198 PARTS SOCIALES COMPOSANT LE CAPITAL DE LA SARL PBD

L'Actionnaire unique, après avoir entendu la lecture :

- du contrat d'apport aux termes duquel Monsieur Pascal BOYER, à ALBI, le 10.11.2021, apporte au capital de la société SAS PBI les 198 parts, numérotées 3 à 200 inclus, de la SARL PBD, Société à Responsabilité Limitée dont le siège est à ROUFFIAC (81150) 6 rue des Noyers, immatriculée au R.C.S. d'ALBI sous le numéro 890 452 261, évaluées à 300 € la part, soit pour un montant total de 59 400 €,
- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux Apports,

approuve ledit apport et l'évaluation qui en a été faite et agréé cette opération d'apport.

Cette décision est adoptée

DEUXIEME DECISION – AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Actionnaire unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide, à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première décision, d'augmenter le capital social de 59 400 €, pour le porter de 2 000 € à 61 400 €, au moyen de la création de 59 400 actions nouvelles de valeur nominale de 10 € chacune, entièrement libérées, et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'actionnaire unique.

Ces parts sont créées avec jouissance au jour de la réalisation de l'apport.

Cette décision est adoptée

TROISIEME DECISION – REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Actionnaire unique constate, comme conséquence de l'adoption des deux décisions qui précèdent, que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée ce jour et donne pouvoirs au Président aux fins de l'exécution de toutes les formalités consécutives à l'adoption des résolutions.

Cette décision est adoptée.

QUATRIEME DECISION – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'Actionnaire unique décide, de transférer le siège social de ROUFFIAC (81150) 6 RUE DES NOYERS à ALBI (81000) 108 CHEMIN DE PINERATO à compter de ce jour.

Cette décision est adoptée.

CINQUIEME DECISION – MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

L'Actionnaire unique, comme conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décide de modifier, comme suit, les articles 4, 6 et 7 des statuts, en les termes suivants :

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège de la société est fixé à ALBI (81000) 108 CHEMIN DE PINERATO.

ARTICLE 6 – APPORTS

- 1) A la constitution, il a été apporté en nature le fonds de commerce de « commercial en énergie renouvelable sis rue des Noyers 81150 ROUFFIAC », immatriculé au RCS d'Albi sous le numéro 848 540 464 évalué selon le contrat d'apport en date du 8.10.2020 à 2 000 €
DEUX MILLE EUROS 2 000 €
- 2) Suite à la décision de l'actionnaire unique en date du 23.12.2021, le capital social a été augmenté de 2 000 € à 61 400 €, soit de 59 400 €, par apport en nature des 198 parts numérotées 3 à 200 inclus composant le capital social de la SARL PDB, immatriculé au RCS d'Albi sous le numéro 890 452 261, pour un montant de 59 400 €

TOTAL DE APPORTS : 61 400 €

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme **61 400 €**, divisé en **6 140** actions égales, de **10 €** de valeur nominale chacune, numérotées de **1 à 6 140** inclus intégralement libérées et de même catégorie.

Cette décision est adoptée.

SIXIEME DECISION – POUVOIRS

L'Actionnaire unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer les formalités requises par la réglementation en vigueur.

Cette décision est adoptée.

**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'actionnaire unique.

PASCAL BOYER

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Pascal Boyer', written in a cursive style.

CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX A LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE « PBI »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

➤ **MONSIEUR PASCAL, REMY, DAVID BOYER**

Demeurant à ALBI (81000) 108 CHEMIN DE PINERATO

Né le 9.12.1985 à ALBI (81000)

Divorcé, non lié par un pacte civil de solidarité

**CI-APRES DENOMME « L'APPORTEUR »,
D'UNE PART,**

➤ **LA SAS PBI**

Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €

Immatriculée au RCS d'Albi sous le numéro 891 941 346

Dont le siège est ROUFFIAC (81150) 6 rue des Noyers

Représentée par son Président, Monsieur Pascal BOYER

**CI-APRES DENOMMEE « LA SOCIETE BENEFICIAIRE »,
D'AUTRE PART,**

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

I. A PROPOS DE L'APPORTEUR :

Monsieur Pascal BOYER, est propriétaire de :

✚ **200 parts sociales composant le capital social de la SARL PBD, d'une valeur nominale de 10 €.**

La société PBD est une Société à Responsabilité Limitée dont le siège social est situé à ROUFFIAC (81150) 6 rue des Noyers, qui a pour objet :

- ✓ Etudes préliminaires, montage de dossiers et intermédiaires (apporteur d'affaires) en énergies renouvelables et notamment dans le domaine du photovoltaïque,
- ✓ Exploitation de centrales photovoltaïques et vente d'électricité.

Elle a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée, sous la dénomination sociale actuelle « PBD », suivant acte sous seing privé en date du 8/10/2020.

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Albi sous le numéro 890 452 261. Son capital s'élève à 2 000 Euros. Il est divisé en 200 parts sociales d'une seule catégorie de valeur nominale de 10 € chacune.

La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au RCS d'Albi.

II. A PROPOS DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE :

La société PBI, est une Société par Actions Simplifiée dont le siège est à ROUFFIAC (81150) 6 rue des Noyers, qui a pour objet :

- La prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations. L'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement. La réalisation de services de toutes natures.

Immatriculée au RCS d'ALBI sous le numéro 891 941 346.

Son capital s'élève à 2 000 €. Il est divisé en 200 actions d'une seule catégorie de 10 € chacune, représentant :

➤ Un apport en numéraire d'un montant de
DEUX MILLE EUROS effectué par Monsieur Pascal BOYER..... 2 000 €

SOIT UN TOTAL DE DEUX MILLE EUROS 2 000 €

La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au RCS d'Albi.

Toutes ces énonciations sont certifiées exactes par Monsieur Pascal BOYER, Président.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Par les présentes, Monsieur Pascal BOYER, fait apport des biens ci-après désignés, sous les garanties ordinaires et de droit, à la Société par Action Simplifiée PBI sus dénommée, ce qui est accepté par le Président de ladite société.

DESIGNATION

Les titres apportés sont : les 198 parts sociales, numérotées 3 à 200 inclus, composant le capital social de la société PBD, ci-dessus désignée.

EVALUATION DES APPORTS

Sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 mars 2021 et au 30 septembre 2021, la totalité des parts a été estimée à 60 000 € compte tenu du secteur d'activité sur lequel évolue cette société, soit 300 € la part.

Les 198 parts sociales apportées sont en conséquence apportées pour une valeur de 59 400 €.

DECLARATION DE L'APPORTEUR

- Monsieur Pascal BOYER déclare qu'il est propriétaire des parts sociales apportées et détenues dans le capital social de la SARL PBD, pour les avoir souscrites à la constitution de la société,
- Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de nantissement,
- Les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime,
- Il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre cessibilité de ces droits sociaux,

- Il a la pleine capacité pour en disposer sur sa simple signature,
- La SARL PBD dont les droits sociaux sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des droits sociaux apportés à la société SAS PBI, bénéficiaire.

Pour sa part, Monsieur Pascal BOYER déclare au nom de la Société par Actions Simplifiée PBI bénéficiaire, avoir eu parfaite connaissance des opérations effectuées par la société, SARL PBD depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas de nature à modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

PROPRIETE – JOUISSANCE

La société SAS PBI aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de la réalisation de l'augmentation de capital en nature.

Elle aura seule droit à tous dividendes et autres produits à percevoir à compter de ce jour, du fait de la propriété de ces droits sociaux.

REMUNERATION DES APPORTS

1. Augmentation du capital de la société

L'apport en nature ci-dessus décrit, évalué à la somme globale de CINQUANTE NEUF MILLE QUATRE CENTS EUROS (59 400 €) est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'apporteur de 5 940 actions de DIX (10 €) chacune, entièrement libérées, à créer par la société SAS PBI à titre d'augmentation de son capital social pour un montant de CINQUANTE NEUF MILLE QUATRE CENTS EUROS (59 400 €), émises à la valeur nominale de 10 €, intégralement attribuées à Monsieur Pascal BOYER.

2. Création des parts

Les 59 400 actions créées de la société SAS PBI porteront jouissance au jour de la réalisation de l'augmentation du capital.

3. Prime d'apport

Compte tenu de ce que la société SAS PBI a été constituée en 2020, qu'elle n'a, à ce jour, acquis aucun actif, ni n'a enregistré aucun passif significatif, il ne sera émis aucune prime d'apport.

CONDITIONS PARTICULIERES : REGIME FISCAL

A - En matière d'impôt sur le revenu : l'apporteur déclare que ladite opération est susceptible de bénéficier du report d'imposition prévu par l'article 150-OB Ter du Code Général des Impôts

B – En matière de droits d'enregistrement : en application des dispositions de l'article 810 du Code Général des Impôts, le présent apport est dispensé des droits d'enregistrement pour être pur et simple.

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport faisant l'objet du présent contrat est soumis à deux conditions suspensives :

- L'agrément de l'Associé Unique de la SARL PBD.
- L'adoption de la décision extraordinaire de l'augmentation de capital social par l'actionnaire unique de la SAS PBI.

Il est expressément convenu que la présente convention ne prendra effet qu'à compter du jour de la réalisation de ces conditions suspensives, lesquelles devront intervenir au plus tard le 31.12.2021, à défaut de quoi, elle sera considérée comme non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la société SAS PBI.

ELECTION DE DOMICILE

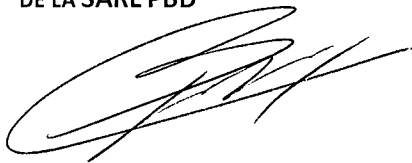
Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'apporteur en son domicile sus indiqué,
- La société bénéficiaire, en son siège social, également sus indiqué.

Fait en 6 exemplaires originaux,
A Albi,
Le 10 novembre 2020

Pour l'apporteur :

PASCAL BOYER
BON POUR APPORT DE 198 PARTS
NUMEROTEES 3 A 200 INCLUS
DE LA SARL PBD


Pour la Société Bénéficiaire :

SAS PBI
PASCAL BOYER
LU ET APPROUVE

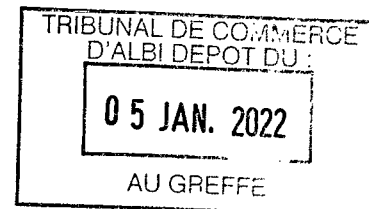

MENTION D'ENREGISTREMENT

PBI

Société par Actions Simplifiée au capital de 61 400 €

Siège social : 108 CHEMIN DE PINERATO 81000 ALBI

RCS ALBI 891 941 346



STATUTS

MIS A JOUR AU 23 DECEMBRE 2021

ARTICLE 1. FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à Castres le 7.12.2020.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2. DENOMINATION

La société est dénommée : **PBI**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3. OBJET

La société a pour objet :

- ✓ La prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations,
- ✓ L'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement,
- ✓ La réalisation de prestations de services de toutes natures.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4. SIEGE

Le siège de la société est fixé à **ALBI (81000) 108 CHEMIN DE PINERATO.**

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6. APPORTS

- 1) A la constitution, il a été apporté en nature le fonds de commerce de « commercial en énergie renouvelable sis rue des Noyers 81150 ROUFFIAC », immatriculé au RCS d'Albi sous le numéro 848 540 464 évalué selon le contrat d'apport en date du 8.10.2020 à 2 000 €

DEUX MILLE EUROS 2 000 €

- 2) Suite à la décision de l'actionnaire unique en date du 23.12.2021, le capital social a été augmenté de 2 000 € à 61 400 €, soit de 59 400 €, par apport en nature des 198 parts numérotées 3 à 200 inclus composant le capital social de la SARL PDB, immatriculé au RCS d'Albi sous le numéro 890 452 261, pour un montant de 59 400 €

TOTAL DE APPORTS : 61 400 €

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme **61 400 €**, divisé en **6 140 actions égales, de 10 €** de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 6 140 inclus intégralement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 8. AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9. FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits en compte au nom de leur propriétaire.

ARTICLE 10. MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'associé unique par les moyens et selon les modalités prévues par la loi pour les sociétés anonymes.

**ARTICLE 11. TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES
DONNANT ACCES AU CAPITAL – AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associé unique.

Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'associé unique, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

ARTICLE 12. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13. PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un Président, le Président de la société, et le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Le Président de la société et les directeurs généraux sont désignés, pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le Président de la société et les directeurs généraux peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique trois mois à l'avance. Ils peuvent être révoqués à tout moment par

l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le Président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le Président de la société ne peut, sans l'autorisation de l'associé unique :

- ✓ Contracter des emprunts, à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par l'associé unique,
- ✓ Effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- ✓ Constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- ✓ Participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- ✓ Prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Cette limitation de pouvoirs ne s'applique pas au Président de la société qui a la qualité d'associé unique.

Le Président de la société la représente à l'égard des tiers.

En cas de cessation des fonctions du Président de la société, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au Président de la société non associé, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis au Président par les autres articles.

L'associé unique fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du Président de la société et du ou des directeurs généraux.

S'il existe un comité social et économique au sein de la société, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L 2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du Président de la société.

ARTICLE 14. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personnel interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenantes entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux opérations portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16. OBJET DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- ✓ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du Président de la société,
- ✓ Nomination, révocation du Président de la société et du ou des directeurs généraux,
- ✓ Fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- ✓ Autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- ✓ Nomination des commissaires aux comptes,
- ✓ Rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- ✓ Augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- ✓ Création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- ✓ Emission de valeurs mobilières accès au capital,

- ✓ Autorisation à donner au Président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- ✓ Fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- ✓ Transformation en société d'une autre forme,
- ✓ Prorogation de la durée de la société,
- ✓ Modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- ✓ Dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales.

ARTICLE 17. INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associé unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits. En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique, avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 18. EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le Président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

Dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice, l'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du Commissaire aux Comptes, statue sur les comptes et l'affectation des résultats.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

Si l'associé unique personne physique exerce lui-même la présidence, il est dispensé de l'obligation d'établir le rapport de gestion dans les conditions prévues par le code de commerce. Il peut, en outre, se contenter de déposer au greffe les documents prévus par la loi, ce dépôt valant alors approbation des comptes.

ARTICLE 19. AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 20. PERTE DU CAPITAL – DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le Président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé unique est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associé unique.

ARTICLE 21. LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans le cas prévu par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

L'associé unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

ARTICLE 22. PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux associés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

ARTICLE 23. MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

ARTICLE 24. TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le Président de la société, doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil, sauf si, en cas de cession, la cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

ARTICLE 25. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenantes, directement ou par personne interposée, entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

ARTICLE 26. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- ✓ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du Président de la société,
- ✓ Le cas échéant, examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 25 et décisions s'y rapportant,
- ✓ Nomination, révocation du Président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- ✓ Autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- ✓ Nomination des commissaires aux comptes,
- ✓ Rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- ✓ Agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- ✓ Augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- ✓ Création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- ✓ Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- ✓ Autorisation à donner au Président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- ✓ Fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- ✓ Transformation en société d'une autre forme,
- ✓ Prorogation de la durée de la société,
- ✓ Modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- ✓ Dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

ARTICLE 27. FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent, au choix du Président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le Président de la société.

La convention est faite 15 jours au moins avant la date de la réunion soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président.

Une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le Président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le Président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles du « comité social et économique des entreprises d'au moins cinquante salariés », celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander par email au Président de l'aviser de la date à laquelle doivent se tenir les assemblées générales des associés.

En ce cas, lorsque le Président envisage de convoquer une assemblée générale, il en avise par email le demandeur quinze jours au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par email par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au Président, dans les 7 jours de la date de l'envoi de l'avis.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception des projets de résolution par email au représentant du comité social et économique dûment mandaté dans les 5 jours à compter de la réception de ces projets.

Les délais prévus au présent article peuvent être réduits, pour une assemblée générale donnée, par accord conjoint du comité social et économique dûment mandaté et du Président.

ARTICLE 28. FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles du « comité social et économique des entreprises d'au moins cinquante salariés », celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander par email au président de l'aviser de la date à laquelle doivent se tenir les assemblées générales des associés.

En ce cas, lorsque le président envisage de convoquer une assemblée générale, il en avise par email le demandeur quinze jours au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par email par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au président, dans les sept (7) jours de la date de l'envoi de l'avis.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par email au représentant du comité social et économique dûment mandaté dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

Les délais prévus au présent article peuvent être réduits, pour une assemblée générale donnée, par accord conjoint du comité social et économique dûment mandaté et du président.

ARTICLE 29. PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, privées du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraires des présents statuts.

ARTICLE 30. REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote. Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres

de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, – augmentation de l'engagement des associés, – changement de la nationalité de la société.

ARTICLE 31. PROCÈS-VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

ARTICLE 32. DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 33. APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports de numéraire ont été libérées intégralement.

La somme totale versée par l'associé unique, soit 2000 euros, a été déposée auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées — Agence d'ALBI qui a délivré, à la date du 26 novembre 2020 le certificat prescrit par la loi.

ARTICLE 34. NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE

Le premier président de la société est :
Monsieur Pascal BOYER, demeurant : 6, rue des
Noyers- 81150 ROUFFIAC, qui déclare accepter
cette fonction.

Il est nommé pour une durée illimitée.

Sa rémunération sera fixée par acte séparé.

**ARTICLE 35. PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE - ENGAGEMENTS
DE LA PERIODE DE FORMATION**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2021. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis à ce jour est annexé aux présents statuts.

La reprise de tous autres engagements souscrits pour le compte de la société en formation ne peut résulter, après l'immatriculation de la société, que d'une décision prise par l'associé unique.

ARTICLE 36. FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

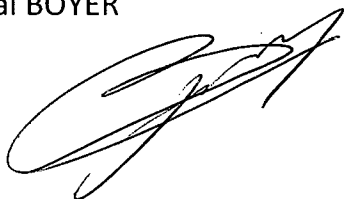
ARTICLE 37. PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du président de la société.

Monsieur Pascal BOYER, associé unique, signera l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Albi
Le 23/12/2022

Pascal BOYER



➤ **Statuts constitutifs en date du 7 décembre 2020.**

➤ **Statuts modifiés suivant :**

- ✓ Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 23.12.2021 portant sur l'augmentation du capital social par apport en nature et le transfert du siège social
 - (Article 4 – Siège)
 - (Article 6 – Apports)
 - (Article 7 – Capital social)